

de travail social moyen nécessaire à la production d'une unité de chacun des principaux biens. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ce temps de travail a évidemment, en moyenne, décréu (la productivité a augmenté), dans les principaux pays, mais (et c'est là le point décisif) cette décroissance s'est opérée avec des rythmes différents selon les pays : par exemple, plus rapidement en Allemagne qu'en Angleterre ou en France. Cela signifie que les rapports de valeur entre les différents secteurs « nationaux » du capitalisme, se sont trouvés bouleversés. Les rapports entre monnaies nationales auraient dû « refléter » l'évolution des rapports entre valeurs, l'évolution des rapports entre les productivités sociales moyennes dans les différents pays. En fait, il n'en a été ainsi que dans une très faible mesure : et, précisément, ce « décalage » entre, d'une part, les rapports économiques réels, et, d'autre part, la forme monétaire de ces rapports, est une des causes principales de la crise d'aujourd'hui.

Ce "décalage" a été possible, pour une bonne part, du fait du refus obstiné des bourgeoisies atteintes (principalement anglaise et américaine) d'entériner, d'accepter le bouleversement des rapports de valeur ; les Etats-Unis se refusent, aujourd'hui encore, à dévaluer ; la Grande-Bretagne, elle, a dévalué, il y a près d'un an, mais d'un taux nettement insuffisant.

Cette obstination se comprend aisément. Les monnaies anglaise et américaine occupent une position dominante dans le système monétaire international et cette position procure aux bourgeoisies de ces pays de gros avantages financiers et commerciaux, qu'une dévaluation réduirait considérablement. Par ailleurs, les balances des paiements de ces pays (Etats-Unis et Angleterre) sont systématiquement déficitaires depuis des années : tout autre pays, placé dans cette position, aurait dû dévaluer depuis longtemps. Les bourgeoisies anglaise et américaine ont pu, pendant des années, éviter cette mesure, précisément parce que leurs monnaies respectives (Livre et Dollar) sont acceptées comme base du système monétaire international, comme monnaie de réserve internationale. Ceci est surtout vrai pour le dollar : alors que tout autre pays aurait dû rembourser ses dettes extérieures en or ou en devises étrangères, il suffisait aux Etats-Unis, pour combler leur déficit extérieur, de faire marcher la « planche à billets » et de payer, tout simplement... en papier, en dollar imprimé, dollar accepté partout précisément parce qu'il est la base du système monétaire international. Cela signifie, très simplement, que l'ensemble des capitalistes, ont fait et font un « crédit gratuit » aux capitalistes américains : il y a ainsi, du fait du déficit systématique de la balance des paiements américaine, des milliards de dollars en circulation de par le monde. C'est dans ces conditions que le « décalage » décrit plus haut (entre les rapports économiques réels et les rapports monétaires) a pu se maintenir et s'aggraver.

Les dollars en circulation (et, d'ailleurs, en général, toutes les monnaies) sont d'autant plus nombreux que l'ensemble du monde capitaliste (et, tout particulièrement, les Etats-Unis) a, depuis des années, surmonté crise et récession en recourant à des expédients monétaires : en clair, à l'inflation, à l'émission massive de papier-monnaie et de crédit, pour « dopper » l'économie. Dès lors, encore une fois, le « décalage » dont nous parlions plus haut (entre les rapports économiques réels et les rapports monétaires) s'est, non seulement maintenu, mais s'est extraordinairement démultiplié et amplifié...

(Extrait du « Document Rouge » n° 1.)